



FLASH REPORT DU 14 AOUT 2015

LA GREVE DU SYNDICAT DES EMPLOYES DE LA JIRAMA PREND UNE NOUVELLE TOURNURE

Les employés grévistes de la JIRAMA ont « transféré » leurs manifestations quotidiennes au siège de la compagnie, à Ambohitovo. Dorénavant, ils menacent non seulement de suspendre toutes les activités d'exploitation mais envisagent surtout de couper l'électricité des ministères de l'Eau, de l'Energie mais également des Finances et du Budget, dans la mesure où les dettes de l'Etat à l'endroit de la JIRAMA s'élèvent à 500 milliards d'ariary et que ces départements ministériels accumulent le plus d'impayés. La procédure sera lancée dès aujourd'hui. A noter que ce mouvement de grève ne fait pas l'unanimité auprès des employés étant donné qu'une partie souhaite continuer à travailler.

COUVERTURE MEDIATIQUE¹

Si la **Radio Don Bosco** traite le sujet de la grève de la JIRAMA de manière très superficielle, ce n'est pas le cas de la **RDJ**. D'emblée, l'animateur de l'émission matinale **Rivotra** se pose la question de savoir « pourquoi l'Etat ne paie pas ses factures ? ». « Ce serait pourtant un grand pas en termes de volonté politique et de bonne gouvernance pour les dirigeants. Il n'est d'ailleurs pas vrai que l'Etat n'ait pas les moyens d'honorer ses dettes envers la compagnie », estime ce dernier avant de faire remarquer que la population commence à s'insurger de cette situation. Par ailleurs, les observateurs sont d'avis que cette décision du syndicat, de suspendre l'approvisionnement en électricité des ministères, pourrait susciter des remous entre employés, peut-on entendre dans le **Journal parlé** de la même station.

Sur les ondes de la **Radio Tana**, le montant des arriérés de l'Etat est tellement important que les animateurs de l'émission **Tairotairo** ne peuvent s'empêcher de remarquer qu'il y a anguille sous roche au sein de la JIRAMA. Ils se demandent d'ailleurs si les mesures prises par l'Intersyndical est « une déclaration de guerre ou politique », au regard de leurs enjeux. Par ailleurs, les particuliers seront plus ou moins rassurés d'entendre, dans le **Journal Parlé**, que malgré la suspension des activités, aucune coupure d'électricité n'est envisagée à l'encontre des abonnés. Par contre, la déclaration alarmante de la plateforme syndicale F3M selon laquelle « aucun

¹ Echantillon de référence : écoute en direct de Radio Tana, Viva Radio, RDB et RDJ, de 8 :00 à 15 :00



régime n'est resté en place très longtemps avec des séries de grèves » ne tend pas à rassurer l'opinion.

La couverture réservée par **Viva Radio** à ce mouvement de grève de la JIRAMA diffère des autres stations dans la mesure où elle a requis l'avis des citoyens, dans le cadre d'un micro-trottoir. Il en ressort que les opinions convergent car tous les interviewés se prononcent pour l'égalité de traitement quant à l'accès à l'électricité, entre institution et particuliers. De ce fait, ils se disent favorables aux mesures prises par les grévistes à l'encontre des ministères. Le chroniqueur de l'émission d'analyse **Aoka Hazava** réitère que « l'Etat détruit la compagnie JIRAMA car son but est de la céder aux étrangers ». Les auditeurs, pour leur part, bien qu'ils fussent peu nombreux, se montrent assez agressifs sur le sujet, en incitant notamment les grévistes à infliger ces sanctions à tous les ministères sans exception.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

